

La crise neigeuse révèle

l'échec de la politique urbaine Une périphérie trop étendue



Comme à chaque catastrophe ou péripétie naturelle, qui entraîne des conséquences plus ou moins dramatiques sur la vie quotidienne de milliers de personnes, la neige de ces derniers jours à Paris a immédiatement déclenché son cortège d'incohérences, de responsabilités rejetées, ou de doctes rappels à la force incontrôlable des éléments.

Une " pagaille " d'abord niée, puis finalement admise par le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, une accusation du premier ministre, François Fillon, sur l'insuffisance des prévisions de la météorologie nationale, une condamnation de l'inefficacité des services de l'Etat par le président de la République. Puis la contre-attaque des syndicats sur la diminution des effectifs des équipes d'entretien de la voirie, désorganisées par les suppressions de postes, la défense des experts, ou prétendus tels, sur l'utilité des salages préventifs - ou tardifs -, sur celle des engins de déneigement englués dans la circulation parce que les automobilistes, qu'ils devaient sauver, tentaient de rentrer plus tôt chez eux.

Tout cela n'est pas faux, mais bien superficiel. L'urgence météorologique traduit d'abord, au-delà des défauts d'organisation, les failles structurelles de la société et de l'espace urbain.

Qu'il soit difficile, dans une région où les épisodes neigeux, pour répétitifs qu'ils semblent être, sont tout de même assez rares, d'investir autant que dans une zone montagneuse ou continentale exposée ; que les comportements sociaux de masse ne soient pas aussi facilement contrôlables dans une métropole densément peuplée que dans le Tyrol ou les Alpes suisses, chacun en conviendra aisément - sauf à mobiliser pendant de longues années un équipement matériel et humain surdimensionné, et à déclarer l'état de guerre à chaque alerte météorologique.

Il reste que les comportements individualistes de la plupart de nos contemporains (*La Métropole des individus*, de mon collègue Alain Bourdin, Editions de l'Aube, 2005) rendent plus compliquée la prévention du risque naturel. On a beau jeu de souligner la solidarité instantanée dont ont fait preuve les communes en ouvrant leurs gymnases aux naufragés de la neige, ou les entreprises en permettant à leurs salariés de passer la nuit sur leurs lieux de travail.

Mais c'est oublier que, quand une société préfère investir durablement dans la consommation de 4 x 4 - qui se sont d'ailleurs révélés assez peu fiables sans équipements spéciaux pour la neige - plutôt que dans ses services publics, quand les riverains, et même des commerçants, qui devraient être soucieux d'attirer des clients, omettent leur devoir légal et élémentaire de déneiger devant leur porte, il est un peu vain de dénoncer l'incurie du politique et l'impréparation des services.

Toute communauté a finalement les biens collectifs qu'elle mérite et qu'elle consent à payer.

Mais il y a plus. L'ampleur et la durée du blocage du réseau routier francilien comparées aux épisodes neigeux équivalents des décennies précédentes apparaissent aussi la conséquence des formes et des pratiques urbaines qui se sont développées pendant le dernier demi-siècle : des périphéries sans cesse plus étendues et discontinues, sans véritable desserte en transports collectifs efficaces et moins soumis aux intempéries, des populations animées de mobilités fonctionnelles et personnelles plus nombreuses et plus variées dans leurs trajets, et donc plus vulnérables aux aléas climatiques que les habitants d'une ville dense bénéficiant d'un réseau ferré souterrain dense comme le métro.

Plus encore que l'incurie des édiles et des responsables politiques, ce sont ces conceptions erronées de l'urbanisme qui doivent être mises en accusation, si l'on veut comprendre la gravité durable de la crise matérielle de la ville, qui s'ajoute à la crise morale et sociale d'intégration de ses exclus.

On attendait le réchauffement climatique séculaire et la crue catastrophique des rivières qui ne manquerait pas de s'ensuivre, et on a une banale chute de neige d'une dizaine de centimètres qui paralyse le fonctionnement métropolitain global. Fragilité de sociétés contemporaines trop sophistiquées ou conséquence normale d'un dysfonctionnement historique du système urbain ?

A l'heure où l'on s'interroge sur les destinées du Grand Paris - urbanisation du plateau de Saclay ou recyclage de la ville sur la ville, " grand huit " isolé ou interconnexions de réseaux maillés en proche banlieue -, l'opinion et les décideurs feraient bien de méditer sur la crise neigeuse de décembre.

Ce ne doit être ni un fait divers ni un nouveau prétexte d'affrontement politique, mais une occasion de poser les problèmes de la métropole du XXIe siècle.

Guy Burgel

Professeur à l'université Paris- Ouest-Nanterre-la Défense, auteur de " La Revanche des villes " (Hachette, 2006)

© Le Monde

◀ **article précédent**

Le Siècle face à ses injustes...

article suivant ▶

Neo Rauch, le peintre de l'Allemagne...